

Halte au massacre à Gaza! Cessez-le-feu immédiat et durable! C'est à vous d'agir!

Le gouvernement israélien d'extrême-droite, dont certains ministres ont été qualifiés de néo-nazis par un historien israélien, mène un génocide à Gaza. Les Palestiniens sont menacés de nettoyage ethnique à Gaza comme en Cisjordanie.

Devant la guerre de vengeance, menée en toute impunité par les autorités israéliennes, de nombreux gouvernements occidentaux, dont celui de notre pays, se contentent au mieux de bonnes paroles ou de gestes humanitaires limités, tout en continuant à soutenir la guerre menée par Israël. Et ce, alors même que le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) requiert des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et son ministre de la défense, ainsi que trois dirigeants du Hamas.

Au 21 mai 2024, après 228 jours de bombardement israéliens sur la bande de Gaza, Israël a assassiné depuis le 7 octobre plus de 35 000 Palestiniens, dont 70 % sont de femmes et des enfants (14 500 enfants ont été tués). Les massacres de civils palestiniens se poursuivent, malgré une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant un cessez-le-feu. La ville de Rafah, abritant plus de 1,4 million de Palestiniens déplacés, est soumise depuis deux semaines aux attaques intensifiées d'Israël. L'Est de la ville envahie subit des bombardements accrus qui ont tué 259 personnes entre le 17 et le 20 mai. La famine est imminente, si le montant de l'aide alimentaire n'augmente pas de façon considérable par voie terrestre.

Depuis le 7 octobre 2023, Israël amplifie sa politique de nettoyage ethnique en Cisjordanie occupée en menant chaque jour des attaques meurtrières dans différents villes et villages et contre les camps de réfugiés (notamment à Jénine). Depuis le 7 octobre, 512 Palestiniens ont été tués. Des milliers de personnes ont été arrêtées. Les déplacements sont impossibles et l'économie est paralysée, ainsi que la vie sociale.

Devant une telle situation, nous demandons des sanctions pour faire respecter le droit international par Israël et lui imposer un cessez-le-feu immédiat et durable à Gaza : par des sanctions diplomatiques, par l'arrêt des livraisons de matériels militaires et de toute coopération militaire avec cet État, par la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël.

Face au refus des gouvernements, dont le nôtre, de prendre des sanctions contre Israël, c'est aux



citoyens et aux citoyennes d'agir. Vous pouvez agir par des actions de boycott, qui sont un moyen essentiel pour exprimer votre indignation et votre refus face à l'horreur du génocide en train de se commettre à Gaza.

La campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), lancée en 2005 par 172 organisations de la société palestinienne, soutenue par des pacifistes israéliens, est importante. C'est aux citoyens qu'il appartient de mener les actions de boycott. C'est aux entreprises qu'il appartient de retirer leurs investissements et activités en Israël ou dans les colonies israéliennes. Les citoyens et citoyennes peuvent par le boycott amener les sociétés à ce désinvestissement ; vous pouvez aussi écrire aux dirigeants de celles-ci pour le demander. Les sanctions sont prises par les gouvernements ; vous pouvez écrire au Président de la République pour le demander.

Alors agissez !



Carrefour toujours plus complice, et bénéficiaire, de la colonisation israélienne de la Palestine

● **Mars 2022** : le groupe Carrefour signe un accord avec la société israélienne Electra Consumer Products et sa filiale Yenot Bitan, fortement impliquée dans la colonisation, pour lui permettre de s'implanter en Israël.

● **Été 2023** : les produits Carrefour sont vendus dans tous les amagasin Yenot Bitan, dont 8 sont situés dans les colonies. Carrefour passe de nouveaux accords avec d'autres sociétés israéliennes actrices directes de la colonisation : la banque Hapoalim et la start-up High Tech Juganu.

● **Octobre 2023** : pendant que l'armée israélienne commet des crimes de guerre contre la population palestinienne de Gaza, Carrefour Israël offre des colis de produits Carrefour aux militaires de cette armée.

● **Janvier 2024** : Carrefour Israël publie des offres d'emplacement pour un magasin dans la colonie de Maale Adumim.

Carrefour renforce gravement sa complicité avec la colonisation qui est un crime de guerre en droit international

En s'associant avec un plus grand nombre de sociétés israéliennes actrices et complices de la colonisation israélienne et en tirant profit de la vente de ses produits dans les colonies, Carrefour participe directement à la colonisation et aggrave ainsi les violations du droit dont elle se rend complice.

Les entreprises ont l'obligation de ne pas développer des activités de nature à participer à la colonisation et à la renforcer. Elles ont aussi l'obligation d'identifier et de prévenir les risques de violation des droits humains auxquels elles sont exposées. Carrefour ne respecte aucune de ces obligations.

Le groupe Carrefour doit cesser ses activités en lien avec la colonisation israélienne et mettre fin à son partenariat avec Electra Consumer Products, Yenot Bitan, la banque Hapoalim et la société Juganu.

Le boycott des produits israéliens, issus ou non des colonies, est légitime et n'est nullement illégal.

Le boycott et les campagnes en direction des sociétés françaises implantées en Israël ou dans les colonies israéliennes peuvent réussir : la SNCF, Systra, Veolia et Alstom ont retiré leur participation au tramway devant relier Jérusalem à des colonies israéliennes ; l'opérateur Orange a mis fin à son accord avec l'opérateur israélien Partner Communication ; plusieurs équipes sportives ont cessé de se fournir auprès de la marque sportive Puma (qui a annoncé, en novembre dernier, se retirer d'Israël), sponsor principal de l'association de football israélienne (comprenant des équipes issues des colonies).

Agissons pour que Carrefour respecte le droit !

Collectif quimpérois pour un cessez-le-feu à Gaza : ACAT, ACTO, AFPS, Association El Djazaïr, ATTAC, CNT-STAF, Collectif antifasciste du Pays de Quimper, Comité de Jumelage Douarnenez-Rachidiyeh, Ensemble !, FSU, JC, LFI, Mouvement de la Paix, NPA Cornouaille, Nuages Rouges, PCF, PG, Solidaires, UDB...